



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

EAR-025-370

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

**Arrêté préfectoral n°296-DDPP-25
portant prescriptions complémentaires : modification des conditions d'exploitation
Société SMIC – 37 Avenue Charles de Gaulle à Montrbison (42600)**

La préfète de la Loire

- Vu** l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration,
- Vu** le code de l'environnement, Livre V, et notamment ses articles L181-14, L.512-6-1, R.181-45, R.512-39 à R.512-39-3 et R.512-75-1 du Code de l'environnement,
- Vu** le décret du 31 juillet 2025 nommant Madame Muriel NGUYEN, préfète de la Loire,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-255 SAT portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire,
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques,
- Vu** le courrier de cessation partielle d'activité transmis par l'exploitant le 25 juillet 2025,
- Vu** la demande de report de la réhabilitation du site associée à l'arrêt définitif de l'activité transmise par l'exploitant le 1^{er} août 2025,
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 9 septembre 2025,
- Vu** la transmission au demandeur du projet d'arrêté en vue de recueillir ses observations,
- Considérant** la déclaration de l'exploitant indiquant l'arrêt de l'activité d'impression (rubrique 2450, régime de l'autorisation),
- Considérant** que les terrains concernés ne sont pas libérés du fait d'une activité de stockage et de transformation de cartons,
- Considérant** la demande du 1^{er} août 2025 de la société SMIC pour reporter à la fin de l'activité de l'entreprise les opérations liées à la réhabilitation du site en application du R 512-39,
- Considérant** la nécessité de mettre à jour le classement ICPE des activités exercées par la société SMIC
- Sur proposition** du Secrétaire général de la Préfecture de la Loire

ARRÊTE

Article 1 : Report de la réhabilitation

La réhabilitation des terrains concernés qui ne sont pas libérés et où sont situés les installations mises à l'arrêt par la société SMIC dont le siège social est situé à Montrbison, 37 avenue Charles de Gaulle, est reportée à l'arrêt définitif des installations prévue fin 2026. Si cette échéance ne pouvait être

respectée, l'exploitant devra formuler une nouvelle demande de report conformément à l'article R.512-39 du Code de l'environnement.

Lorsque les conditions de libération des terrains concernés sont réunies, l'exploitant informe l'inspection des installations classées puis met en œuvre les opérations de réhabilitation selon les dispositions de l'article R.512-39-3. Le délai de transmission du mémoire de réhabilitation est de six mois suivant la libération du terrain.

Le classement révisé des activités exercées par SMIC est inscrit à l'annexe 1.

Article 2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Montbrison et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Firminy pendant une durée minimum d'un mois ;
procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la Direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 4 - Exécution

Le sous-préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Montbrison sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Saint-Étienne, le 30 octobre 2025

Pour la Préfète
et par subdélégation
La directrice départementale adjointe
de la protection des populations

Patricia ROOSE



Copie adressée à :

- Uid42/43
- Mairie de Montbrison
- Archives
- Chrono

